Cahiers de Psychologie Politique

N° 47 | 2025
Psychologie politique de l'Intelligence Artificielle - Juillet 2025

Les enjeux du pouvoir politique en Afrique

Souleymane SANGARÉ *Docteur*
Droit
Université Toulouse Capitole

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-47/2138-les-enjeux-du-pouvoir-politique-en-afrique
DOI : numerev_2916
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 31/07/2025

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : SANGARÉ, S. (2025) Les enjeux du pouvoir politique en Afrique. *Cahiers de Psychologie Politique*, (47). https://doi.org/10.34745/numerev_2916

Conférence plénière de la première journée du colloque de Bouaké de mai 2025

Mots-clés :
Afrique, Pouvoir, Précolonial, Colonial

Les enjeux du pouvoir politique en Afrique

Souleymane SANGARÉ *est professeur des universités, spécialiste d'Histoire, Chef du Département d'Histoire de l'Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)*

Introduction

Parler de pouvoir politique revient à parler de la vie politique, du jeu politique, des hommes politiques, bref de la politique, tout court.

Dans les pays africains comme dans le reste du monde, la vie politique, est loin d'être un fleuve au cours tranquille. Au Sénégal, il y a un an et demi, il y a eu des morts entre le président Macky Sall et ses opposants. Dans le sahel et en guinée, depuis 2023, ce sont des coups d'état qui ont renversé des pouvoirs en place. En Côte d'ivoire, d'importants hommes politiques, tels que Laurent Gbagbo, Tidjane Thiam, Soro Guillaume et Charles Blé Goudé ne sont pas autorisés à candidater à l'élection présidentielle d'octobre 2025. La raison en est leur non-inscription sur la liste électorale. Mécontents, ils semblent remuer ciel et terre afin de pouvoir y participer.

Compte tenu de la capacité de nuisance de ces hommes politiques, les populations partout commencent à craindre pour le futur de leur pays.

Face à cette situation délétère, la contribution de tous les sachants est la bienvenue afin de comprendre ce qui se passe et d'évaluer la dangerosité ou non de cette situation. J'ai décidé de vous parler du pouvoir politique et de ses enjeux, surtout dans sa dimension historique plus ou lointaine.

Mais quelle est ma compréhension de la notion de pouvoir politique ?

M'inspirant de la sociologie politique, le pouvoir politique doit être compris comme le

pouvoir suprême, celle qui commande et oriente toutes les autres autorités. C'est le pouvoir souverain.

Dans la pratique, le pouvoir politique permet de fixer les règles qui s'appliquent à la population sur un territoire donné.

Des temps les plus anciens à nos jours, la quête du pouvoir politique, la volonté de détenir le pouvoir politique suprême est l'un des traits les plus saillants de la vie politique des hommes.

Le pouvoir politique, plus que tous les autres pouvoirs, attire le plus les hommes. Et, pour l'obtenir, presque tous les moyens sont employés à cet effet.

Dans ma communication, la question principale soulevée est la suivante : Quels sont les enjeux du pouvoir politique en Afrique ? Cette interrogation cruciale peut être décomposée en des questions subsidiaires :

Comment la conquête ou la conservation du pouvoir s'est-elle déroulée dans l'Afrique précoloniale, coloniale et récente ?

Pourquoi la violence est-elle au cœur du jeu politique en Afrique ?

Quels enseignements l'histoire de l'Afrique peut-elle apporter à la compréhension de son évolution politique ?

En arrière fond, ou en vérité, ce qui va m'intéresser est de vous parler du rôle que l'histoire de la côte d'ivoire peut-elle apporter à la compréhension du jeu politique auquel nous assistons actuellement.

Mon objectif est de tenter de faire comprendre pourquoi la conquête ou la conservation du pouvoir politique provoque autant de conséquences.

Notre démonstration va comprendre trois parties : les enjeux du pouvoir politique dans le monde précolonial, les enjeux du pouvoir politique dans le monde colonial centrés sur l'apport de la conférence de Brazzaville, l'apparition des partis politiques et la compétition pour le pouvoir politique ; enfin, la dernière partie développe les enjeux du pouvoir politique en Afrique à partir de 1960.

La montée des tensions politiques auxquelles nous assistons de nos jours, les divergences, fractures et conflits politiques ne datent pas des temps actuels. Ils remontent loin dans le temps.

Que s'est-il passé dans le monde antique et précolonial ?

I. Les enjeux du pouvoir politique dans le monde précolonial

Dans le monde précolonial, le pouvoir est partout de type monarchique. La monarchie

est un régime politique dans lequel un roi ou une reine héréditaire est à la tête de l'État.

Tous les Etats nés, qu'ils soient en Afrique comme l'Egypte et l'Ethiopie ou en Europe avec l'empire romain, ou en Asie avec l'empire perse, sont des monarchies.

La monarchisation du pouvoir politique a permis de maintenir le pouvoir suprême entre les mains d'une famille. Ici, la succession se fait de père en fils ou de frère à frère.

Ce mode de succession permettait d'éviter que le pouvoir n'aille ailleurs et ne soit perdu. La monarchie exclu le partage du pouvoir entre familles.

Dans ces conditions comment se faisait la prise du pouvoir par ceux qui en étaient exclus par leur naissance hors de la famille régnante ?

Tous ceux qui n'étaient pas des héritiers présomptifs, mais qui avaient des ambitions politiques avaient recours à des méthodes comme la guerre et l'assassinat pour accéder au trône.

En Egypte antique, le tout premier détenteur du pouvoir politique suprême est Narmer désigné aussi sous le nom de de Menès. Son pouvoir, il l'acquiert suite à une guerre de réunification de l'Egypte entière. Sa domination fut imposée par la force sur la population. C'est une source iconographique, une palette, la palette de Narmer découverte en 1897 qui le dit.

En Afrique noire, la force militaire a ouvert la voie du pouvoir à de nombreux hommes politiques et aux chefs militaires. En Afrique occidentale, sa victoire à la bataille de Krina permet à Soundjata d'accéder au pouvoir suprême dans l'empire du Mali.

Il en est de même de Samory Touré, dans le royaume du Wassoulou et, sur le territoire ivoirien, de Sekou Wattara dans le royaume de Kong ou de Vakaba Touré, dans la région d'Odienné.

Tous ces hommes comme de nombreux autres hommes politiques, n'étaient pas des héritiers désignés d'avance pour accéder au pouvoir suprême. Ils ont tous usé de la force des armes pour parvenir à leurs fins, prendre et occuper le pouvoir.

Après la prise du pouvoir, il y a sa conservation. La conservation du pouvoir était aussi d'un enjeu capital et de nombreux moyens permettaient de le conserver et de ne pas le perdre. Parmi ces moyens, il y a la guerre, d'abord.

La guerre, ou la menace de son utilisation si elle réussit, conduit à la soumission ou la vassalisation du vaincu.

La guerre comme stratégie de conservation du pouvoir politique s'observe dans les résistances que les chefs africains ont opposées à la conquête coloniale. Cette résistance est dirigée par des chefs et rois comme Béhanzin, Samory, etc. Pourquoi ces chefs ont-ils résisté ? Ils résistent pour ne pas perdre leur pouvoir dans la soumission. Ils

résistent pour conserver leur position de domination et de décideurs suprêmes. Et ils avaient raison car partout, la défaite a été synonyme de perte du pouvoir.

L'organisation dynastique permet encore de conserver et de consolider le pouvoir politique. En développant l'accès au pouvoir par une succession de père en fils ou de frère à frère, le pouvoir reste en famille.

Dans les monarchies, la nomination des membres de la famille royale ou impériale aux fonctions militaires et administratives les plus importantes est aussi une stratégie de conservation du pouvoir.

Les monarchies africaines connaissaient et appliquaient l'organisation dynastique pour conserver le pouvoir. Samory Touré, dans le royaume du Wassoulou et Sekou Wattara dans le royaume de Kong, agissaient de cette manière. A Kong, les princes Wattara vivaient dans la campagne rurale à la tête des forces armées. Il est évident que ces princes avaient le plus à perdre dans la chute de leur pouvoir ; du coup, ils devenaient les plus concernés par sa défense. D'où leur nomination.

Conclusion partielle :

c'est compte tenu de toutes ces réalités que j'ai affirmé que dans le monde ancien et précolonial, le pouvoir politique s'obtenait, se manifestait et se perdait dans des conditions aussi bien légales qu'illégales.

Voyons maintenant les enjeux du pouvoir politique dans le monde colonial.

II. Les enjeux du pouvoir politique dans le monde colonial

Dans le monde colonial, le pouvoir politique avait été arraché des mains des anciens chefs et rois, et remis entre celles des administrateurs civils et militaires coloniaux. Les gouverneurs généraux et gouverneurs de l'AOF et de l'AEF, par exemple, par le pouvoir politique qui se retrouvait entre leurs mains, devenaient des sortes de nouveaux empereurs et rois en charge de l'exercice du pouvoir politique dans les colonies.

Certes, la scolarisation des colonisés avait abouti à la formation d'une élite de fonctionnaires. Cependant, tous étaient des subalternes et aucun d'eux n'avait une emprise sur le pouvoir suprême. Mais assez rapidement les Africains vont revenir dans le jeu politique.

L'origine du retour des Africains dans le jeu politique

Il faut attendre que se déroulent les deux guerres mondiales et les critiques des USA et Urss contre le système colonial, et surtout la conférence de Brazzaville pour que la position de dominant des colons s'effrite afin que les colonisés puissent participer au jeu politique.

A. La conférence de Brazzaville (1944)

La conférence de Brazzaville est l'acte de naissance de la démocratie et du multipartisme. Elle visait à associer les colonisés à la gestion de leurs affaires, donc au pouvoir politique, en leur permettant d'élire des représentants.

Le 22 Aout 1945, une ordonnance est signée pour autoriser la création d'associations politiques, donc de partis politiques. Cette ordonnance pourrait être considérée comme l'acte fondateur ou l'origine de la démocratie multipartiste dans les pays francophones d'Afrique et l'origine des partis politiques actuels.

B. L'apparition des partis politiques et la compétition pour le pouvoir politique

En Côte d'ivoire, plusieurs partis politiques naissent, dans la droite ligne des décisions de la conférence de Brazzavile :

-Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) créé par Félix Houphouët-Boigny le 9 avril 1946 à Treichville ;

-Le Parti Progressiste de Côte d'Ivoire (PPCI) de Kouamé Benzème le 29 mars 1946 ;

-Le Bloc Démocratique Eburnéen (BDE) d'Etienne Djaument le 30 déc. 1948, transfuge du PDCI-RDA ;

On dénombrera en tout près de 40 partis politiques en Côte d'Ivoire jusqu'en 1956.

L'objectif de toutes ces formations politiques était d'aller à des élections afin de conquérir des positions de pouvoir à défaut de tout le pouvoir politique.

Comme on le voit, bien que assujettis et colonisés, les Africains étaient encore conscients de l'existence du pouvoir politique et de ses enjeux. Ils étaient conscients que la conférence de Brazzaville leur donnait la possibilité de se trouver n situation de domination afin d'étendre leur influence sur la société.

Pourquoi créer des partis ? Pour avoir une machine, un outil de conquête du pouvoir.

Pourquoi chercher à diriger ces partis ? Pour affirmer son leadership. Jusque-là, le leadership était issu de l'organisation traditionnelle qui faisait des chefs traditionnels des leaders naturels. Ce leadership avait été brisé ou réduit par la colonisation. Puis, de nouveaux leaders sont apparus avec la direction des associations corporatiste et identitaire. Désormais, le leadership politique apparaissait avec le positionnement comme le guide des membres des partis politiques. En 2025, Tidjane Thiam semble-t-il est le tout dernier leader dans cette catégorie.

Pourquoi organiser des élections ? L'élection est le cadre où on est élu par la population (corps électoral matérialisé par une liste électorale) pour exercer le pouvoir.

Dans le système démocratique mis en place en 1945, c'est par la voie des élections que l'on est légitimé à exercer le pouvoir. L'élection est la compétition organisée pour devenir le champion politique.

La liste électorale date de 1946. Pas de 2025.

C'est dans ce contexte que la manipulation apparait. J'ai dit qu'il fallait se faire élire par la population à travers un corps électoral matérialisé par une liste électorale. En réalité, on est élu par ses partisans, qu'ils soient encartés ou non. On vote pour vous si vous apparaissez comme le meilleur candidat pour réaliser les aspirations. Mais pour se faire passer comme le meilleur candidat, vérité et mensonge, faux et vrai sont entremêlés.

Voici en quelque sorte, l'origine de la manipulation. Toutefois, la manipulation est une pratique normale dans le jeu politique.

C'est aussi à partir de 1945 que les élections deviennent des causes de soucis sérieux pour la population.

C. L'apparition des problèmes dans le jeu politique

Assez tôt, en effet, la division, l'ethnisme, la manipulation et la violence entrent dans le jeu politique et se développent.

Pour la Côte d'ivoire, on pouvait s'attendre à ce que les partis politiques s'unissent face aux exactions coloniales. Mais il n'en fut rien. Les colons, dirigés en 1945 par le riche et puissant planteur Jean Rose, sont les premiers à diviser la nouvelle élite politique en deux groupes : les amis de la France et les anti-français. Ains, ils parviennent à opposer d'une part, le PPCI et le Pdci en poussant l'administration à prendre fait et cause contre FHB et son parti et, d'autre part, à pousser des transfuges du Pdci à créer des partis pro-français comme le Bloc démocratique éburnéen d'Etienne Djaument.

A cette division politique vient s'ajouter le tribalisme. Pour accroitre ses chances de gagner les élections, l 'ethnie devient assez rapidement la base de recrutement des militants même si on ne le proclame pas ainsi. A ce sujet, Pierre KIPRE écrit ainsi : *« l'ethnisme sert les ambitions individuelles des nouveaux notables, membres de cette élite nationale ; il alimente leurs querelles, parfois au sein d'un même parti »*[1].

Le tribalisme ne date donc pas de 2025.

Au sujet du rejet des étrangers dans le jeu politique, les faits sont les suivants. Très tôt, au cours de la mise en valeur économique et sociale des colonies, les nationaux ont pris conscience qu'il y a eu et les autres, qu'il y a les locaux et les non locaux. Ces non locaux sont les étrangers. L'étranger est le ressortissant d'une autre colonie, donc d'un autre pays. La nationalité n'était pas trop en cause, mais plutôt l'appartenance à une autre colonie. Je rappelle que c'est sur les traces des colons et sur leur ordre que les tirailleurs sénégalais (Sénégalais, Maliens, Guinéens, Dahoméens etc) s'installent dans

la colonie de Côte d'ivoire, dans des villes comme Abidjan, Grand-bassam et Bouaké. En plus de ces militaires, il y avait les civils qui travaillaient dans l'administration et dans les structures privées.

En Côte d'ivoire, c'est dans les années 1920, que la démarcation entre autochtones et non autochtones apparait. En 1924, est créée une association de non autochtones, l'Union sénégalaise de Grand-Bassam. Plus tard, pour protester contre l'emploi massif des Sénégalais et des Beninois (Dahoméens) par l'administration coloniale, et demandant le recrutement des Ivoiriens à leur place, est créée en 1930 l'Adiaci (association de défense des intérêts des autochtones de la côte d'ivoire).

La fracture entre Nationaux et non nationaux éclatent avec la compétition pour le pouvoir politique local à travers la mise en place des conseils généraux et la création des communes urbaines d'Abidjan, de Grand-bassam, Bouaké, Dimbokro, Abengourou, Agboville, Daloa et Man.

A l'occasion de la constitution des listes électorales, les Ivoiriens s'opposent à la présence de non Ivoiriens sur les listes. Leur intransigeance conduit au retrait des étrangers des listes. S-P. Ekanza écrit que la réaction contre la présence des non Ivoiriens dans le débat politique souligne le mécanisme de territorialisation dans l'opinion ivoirienne, déjà en œuvre au milieu des années 50.

Toutefois, les étrangers répliquent par la création de structures propres comme l'union démocratique de CI (proche de L.S. Senghor) et la liste dite *« défense des Dioulas non autochtones »*.

Fait extrêmement important, la création par les non ivoiriens de structures politiques fait enraciner dans l'esprit des Ivoiriens que les non Ivoiriens n'abandonneront jamais leu volonté de participer au jeu politique d'autant plus qu'ils sont présents dans l'organisation des partis comme le Pdci, devenu en 1946, Pdci-Rda.

Qu'en est-il de la violence dans le jeu politique ?

D'abord, bien longtemps avant la colonisation et la création des partis politiques, la pacification de la côte d'ivoire par la guerre et les résistances ont eu lieu. Ces faits montrent déjà que la violence fait partie du jeu politique ivoirien. Elle revient assez rapidement.

A partir de 1947, la violence entre de nouveau dans le jeu politique. Trois faits le favorisent : le contexte international de la guerre froide, la sortie des communistes du gouvernement français. Ces derniers décident de combattre désormais afin de prendre le pouvoir en France.

Le dernier fait est d'ordre interne : en interne, sur le territoire ivoirien, la suppression du travail forcé va précipiter la ruine économique des colons. S'installe chez les Français la peur de perdre le pouvoir et le contrôle de leurs colonies. Pour éviter cette issue, le gouvernement français, sous la pression des milieux financiers coloniaux nomme un

nouveau gouverneur en Côte d'Ivoire le 10 novembre 1948 : Laurent Péchoux.

La politique de ce gouverneur visera à briser le PDCI-RDA dont la popularité prend de l'ampleur dans la colonie.

La résistance du PDCI sous le leadership de Félix Houphouët-Boigny s'organise sous plusieurs formes pacifiques. Il y a par exemple, la création de journaux, les tenues de meetings, les marches de protestation, le boycott du travail chez les colons blancs, le boycott de l'achat des produits dans les magasins appartenant aux occupants coloniaux, le boycott des réunions politiques avec les colons …

Mais ces moyens pacifiques sont perçus par les tenants du pouvoir comme de la violence.

La répression des militants du PDCI-RDA par le pouvoir colonial va s'intensifier particulièrement en 1949 et 1950 et se traduira par des révocations ou mutations de fonctionnaires, des emprisonnements massifs de populations, des expulsions et même des assassinats. On citera en exemple l'émeute du 6 février 1949 à Treichville qui aboutit à l'arrestation de huit membres du comité directeur de PDCI-RDA. Le 24 décembre 1949, des femmes marcheront sur Grand-Bassam pour exiger la libération de leurs époux et responsables politiques arrêtés. Le 21 janvier 1950, des incidents éclatent à Bouaflé, faisant trois morts et plusieurs blessés. Le 28 janvier 1950, le sénateur Biaka Boda est assassiné et le 30 janvier, une fusillade à Dimbokro fait 13 morts et de nombreux blessés.

En tout, la vague de répression du pouvoir colonial a fait de 1949 à 1950 une cinquante de morts et environ 5000 arrestations. Le pouvoir colonial qui n'arrive pas à briser le Pdci va aussi user de la division et de la manipulation. Il va encourager la création de nouveaux partis politiques en suscitant la défection des militants du PDCI. Ainsi naîtront le Bloc Démocratique Eburnéen (BDE) et l'Entente des Indépendants de Côte d'Ivoire (EDICI).

Conclusion partielle :

comme on pourrait le constater, la violence dans le jeu politique n'est pas extraordinaire en Côte d'ivoire. Elle a existé dans son histoire précoloniale et coloniale. Elle intervient aussi bien comme stratégie de conquête du pouvoir, de conservation du pouvoir.

Toutefois, les conflits politiques entre Ivoiriens pourraient s'expliquer par les enjeux du pouvoir politique en Afrique à partir de 1960.

Permettez que j'en parle un peu.

III. Les enjeux du pouvoir politique en Afrique à partir de 1960

Le jeu politique tel qu'il s'est déroulé en Afrique à partir de 1960 peut donner des

explications sur le jeu politique actuel en Côte d'ivoire. Cette période qui est celle de l'Afrique indépendante est caractérisée par la confiscation du pouvoir par les partis uniques puis par un retour au multipartisme intégral aura un effet durable dans la compréhension des multiples conflits politiques actuels.

A. La confiscation du pouvoir par les partis uniques (1960-1990)

De 1960 à 1989-1990, c'est l'existence des partis uniques dans la plupart des pays africains, francophones, surtout.

En Côte d'ivoire, de 1960 à 1990, le pays est sous la domination d'un parti-Etat, celle de l'Etat-Pdci, établi par Félix Houphouet-Boigny et ses premiers compagnons au nom du rôle éminent joué par le Pdci dans l'accession à la souveraineté nationale et en dépit des dispositions constitutionnelles. Soutenu par l'Occident, la France en particulier, le pouvoir offre une image de stabilité qui cache les drames et crises plus ou moins profondes de la Côte d'ivoire politique.

L'imposition de ce parti unique et la concentration du pouvoir entre les mains de Félix Houphouet-Boigny doivent être considérées comme une confiscation du pouvoir par ce dernier.

Il est possible que cette position de domination n'ait pas été acceptée totalement par les autres acteurs du jeu politique. D'où la naissance de drames et crises plus ou moins profondes en Côte d'ivoire. Parmi ces crises politique sous le parti unique, on note :

-des complots dénoncés par F.H.Boigny contre de nombreux hommes politiques en 1963, 1964 comme J.B. Mockey, Kacou Aoulou, Amadou Koné, Charles Donwahi, Ernest Boka, Sery Koré…

-les rebellions dans les régions du Sanwi et du Guébié

Face à ces complots et soulèvements militaires, l'armée et la justice sont employés. Comploteurs et rebelles sont matés (arrestations des politiques, mort d'Ernest Boka et de e Kragbé Gnagbé).

L'instauration du parti unique pendant près de 30 ans, la répression des complots qui se sont avérés faux à la fin, et la mort d'acteurs politiques emblématiques poussent l'opposition politique à s'organiser dans la clandestinité par la création de groupements politiques dont des partis politiques : tel est le cas du MIL, le mouvement ivoirien de libération.

Notons que les animateurs de la vie politique dans la clandestinité sont ceux qui ont refusé l'instauration du parti unique (qui les empêchait de compétir pour le pouvoir) et les proches des victimes de la répression des faux complots et des insurrections armées du Sanwi et du Guebié).

Tout ceci pourrait expliquer la situation délétère du pays actuellement.

B. Le retour du système démocratique (1990-2025)

A partir de 1989, on assiste au retour du système démocratique avec le multipartisme.

De nouveaux partis politiques naissent pour participer à la compétition pour le pouvoir suprême. Mais le nouveau jeu politique qui s'ouvre, devient assez rapidement une suite de conflits et de tensions. Cette situation pourrait s'expliquer par quelques hypothèses et faits suivants :

-Les conditions difficiles de la clandestinité dans laquelle ont vécu certains des nouveaux partis comme ceux de l'union de la gauche (Fpi, Ps, Pit et Usd) semblent les pousser à adopter un discours radical.

-ensuite, l'absence d'accord sur les conditions d'organisation des élections générales aboutissent à la contestation de l'élection présidentielle de 1990. L'opposition exigeait la tenue d'une conférence nationale, ce que refusait le pouvoir en place. Ce qu'il faut noter, la proposition de conférence nationale ou son refus s'inscrit dans un plan politique de conquête du pouvoir pour l'opposition et de conservation de ce même pouvoir par le Pdci, le parti-Etat.

Dans la compétition pour le pouvoir, la constitution est instrumentalisée : l'article 11 est modifié pour permettre au président de l'Assemblée nationale, d'accéder au pouvoir. C'est dans ces conditions que sans coup férir, la prise du pouvoir facile de H.K. Bedié survient en 1993.

Durant cette période, il y a eu l'introduction de l'identité dans le jeu politique à partir de 1994. L'ivoirité, politique culturelle selon le Pdci, politique d'exclusion de la course au pouvoir pour l'opposition, fragilise le tissu social car une importante partie des Ivoiriens, pour des raisons historiques (colonisation, politique agricole du Rda, ouverture du pays sur l'extérieure…) est d'origine étrangère.

C'est dans ce contexte que se déroule en 1995, les événements d'une extrême violence connus sous le nom de « boycott actif ». En 1995, lors de la présidentielle de 1995, Laurent Gbagbo, alors à la tête du FPI, et Alassane Ouattara, leader du RDR, dans un contexte marqué par le débat autour de l'ivoirité, forment le Front républicain et protestent notamment contre le code électoral qui exclut Alassane D. Ouattara, présenté comme citoyen burkinabé. Dans de nombreuses villes comme Abidjan et dans certaines zones rurales, des casses de biens publics et privées et agressions de personnes, se déroulent. Malgré tout, l'élection présidentielle boycotté par Ouattara et Gbagbo se déroule et H.K. Bédié est déclaré élu.

Le recours à la violence comme stratégie de conquête ou de conservation du pouvoir suprême se manifeste encore en 2020.

En 2020, H.K. Bédié est le chef de l'opposition depuis qu'il a rompu en 2018 avec Alassane Ouattara.

Après l'annonce de la candidature du président Alassane Ouattara à un troisième mandat consécutif, les troubles actuels succèdent à l'appel au boycott du processus électoral lancé le 15 octobre 2020 par les deux principaux candidats d'opposition, Pascal Affi N'Guessan et H. K. Bédié. Les deux hommes entendent ainsi *« faire barrage à un coup d'Etat électoral »* du président sortant. Ils ont donc invité leurs militants à "*mettre en application le mot d'ordre du boycott actif par tous les moyens légaux à leur disposition*".

Même si l'opposition dit vouloir *« restaurer l'État de droit et la démocratie »*, il s'ensuit une flambée de violences qui fait une quinzaine de morts.

C'est encore par la violence d'un coup d'état que le Pdci perd le pouvoir en 1999. En octobre 2000, c'est aussi par la violence d'un soulèvement populaire des partisans de l'opposition que le général Robert Guehi, perd le pouvoir et que L. Gbagbo le prenne. En 2011, ce dernier le perd à son tour au profit de l'actuel président de la République suite encore à la violence militaire. Ces faits sont connus sous le nom de crise post-électorale de 2011.

Cette crise post-électorale de 2011 est précédée par une rébellion en 2002. Cette rébellion de 2002 a pu peut-être avoir pour antécédent les soulèvements matés survenus dans le Sanwi et dans le pays guébié. Cette rébellion constitue la page la plus noire de l'histoire de la Côte d'ivoire. Les rebelles ne parviennent pas à s'emparer du pouvoir suprême. Mais le pays en sort fracturé entre une zone CNO et une zone républicaine laissant sur le sol des centaines de morts civils et militaires.

Parallèlement à cette violence, la conquête ou la conservation du pouvoir suprême est caractérisée par la contestation pacifique des décisions judiciaires, la mise sur pied d'alliances politiques, le recours aux tribunaux, le dialogue social, l'usage intense des réseaux sociaux sur lesquels il est aisé de s'exprimer à peu de frais, la remise en cause de l'organisateur des élections, la CEI et de sa liste électorale…

En définitive, je retiens que de 1990 à 2020, le jeu politique en Côte d 'ivoire semble avoir baigné dans la surenchère et la violence. On note des casses, la répression des marches, des coups d'état, la violence électorale, des rébellions militaires, des crises post électorales et pré-électorales…

En 2025, tous ceux qui ont vécu ces faits ou qui en ont été victimes, craignent un retour à ce passé peu paisible. D'où la peur ambiante qui prévaut actuellement.

Mesdames et messieurs, chers amis étudiants, je voudrais à ce stade de mon intervention, tirer ma conclusion.

Conclusion

Dans cette communication, je me suis donné pour tâche, de faire comprendre que la situation de tensions qui existe actuellement en Côte d'ivoire comme au Mali, comme hier au Sénégal, ne date pas des temps présents. Elle remonte dans le temps

précolonial, colonial et récent. Elle est donc liée au jeu politique de conquête d'une chose, le pouvoir politique.

En Afrique, le pouvoir politique offre toutes sortes de privilèges ou d'avantages sur les plans économique, social et politique. Il est donc et restera toujours l'objet de la convoitise de tous.

---

[1]
___ P. Kipré, Côte d'ivoire, la formation d'un peuple, Dides/Ima, 2025, (292 p, P. 138.